

**Arrêté du 26 septembre 2006 relatif à la création  
de réserve biologique intégrale**

NOR : DEVO0650586A

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Vu les articles L. 133-1 et R.\* 133-5 du code forestier ;  
Vu la convention générale du 3 février 1981 concernant les réserves biologiques domaniales ;  
Vu l'instruction 98-T-37 du 30 décembre 1998 sur les réserves biologiques intégrales ;  
Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 1993 réglant l'aménagement de la forêt domaniale d'Ingwiller ;  
Vu l'avis du préfet du département du Bas-Rhin en date du 6 septembre 2004 concernant l'instauration d'une réglementation de protection opposable au public ;  
Vu l'avis du maire de Reipertswiller en date du 6 septembre 2004 concernant l'instauration d'une réglementation de protection opposable au public ;  
Vu l'avis du directeur régional de l'environnement en date du 19 mai 2004 ;  
Vu l'avis du directeur régional de l'agriculture et de la forêt en date du 7 novembre 2003 ;  
Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 16 octobre 2003 ;  
Sur proposition du directeur général de l'Office national des forêts,  
Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>

Est créée la **réserve biologique domaniale intégrale du Hengstberg**, d'une surface de 99,26 hectares, en forêt domaniale d'Ingwiller (Bas-Rhin).

La réserve concerne les parcelles forestières n<sup>os</sup> 45 p, 54 p, 55, 56, 57 p, 58, 59 p.

Article 2

L'objectif de la réserve biologique intégrale du Hengstberg est la libre expression des processus d'évolution naturelle des écosystèmes, à des fins d'accroissement et de préservation de la diversité biologique ainsi que d'amélioration des connaissances scientifiques.

Article 3

Toute exploitation forestière et toute autre intervention humaine susceptible de modifier la composition ou la structure des habitats naturels sont proscrites, à l'exception :

- des travaux pouvant être nécessaires à la sécurisation des itinéraires dont l'accès au public est autorisé par l'ONF ;
- de l'élimination d'espèces non autochtones.

Article 4

Afin d'atteindre les objectifs de la réserve biologique intégrale et pour la sécurité du public, toutes les activités humaines y sont interdites en permanence, à l'exception :

- des opérations réalisées en application de l'article 3 ;
- des études prévues au plan de gestion, ou d'autres études devant préalablement avoir été autorisées par l'ONF après avis du comité consultatif de gestion de la réserve ;
- de la circulation des piétons sur la route forestière empierrée qui traverse la réserve ;
- de la circulation, sur cette route, des véhicules autorisés pour la gestion de la réserve et les études, ou y transitant pour la gestion de la forêt ;
- de l'entretien de cette route empierrée ;
- de la régulation par la chasse des populations d'ongulés, afin d'éviter le déséquilibre des écosystèmes en l'absence de prédateurs naturels. Les modalités de cette régulation seront fixées par l'ONF après avis du comité consultatif.

Article 5

Les personnes amenées à circuler dans la réserve hors des itinéraires sécurisés, dans le cadre des activités autorisées par l'ONF, seront averties par écrit des risques inhérents à l'absence d'intervention portant sur la sécurité.

Article 6

Conformément au code forestier, les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies de la peine d'amende

prévue pour les contraventions de 4<sup>e</sup> classe.

#### Article 7

Le directeur général de l'Office national des forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du département du Bas-Rhin et affiché en mairie de la commune de Reipertswiller.

Fait à Paris, le 26 septembre 2006.

Pour la ministre de l'écologie  
et du développement durable :  
*Le sous-directeur des espaces  
naturels,*  
Christian Barthod

Pour le ministre de l'agriculture  
et de la pêche et par  
délégation :

*Le directeur général de la forêt  
et des affaires rurales,*

Pour le DGFAR :  
*p/o la sous-directrice  
de la forêt et du bois,*  
Jacques Andrieu